

COMITÉ DES STATISTIQUES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU FMI

RAPPORT ANNUEL

2006



Fonds monétaire international

Table des matières	Page
Liste des abréviations.....	4
Résumé analytique	5
I. Introduction	7
II. Tendances récentes des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale.....	7
A. Le compte mondial des transactions courantes.....	8
B. Les comptes mondiaux de capital et d'opérations financières.....	9
C. Révisions	10
D. Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille	10
Conférence de la Banque d'Espagne	13
Atelier à l'intention des statisticiens.....	14
III. Exécution du programme de travail du Comité en 2006	14
A. Révision du <i>MBP5</i>	16
Le projet de Manuel.....	16
Avoirs de réserve	17
Introduction de la composition en devises et d'une ventilation par échéances résiduelles dans la PEG	18
B. Enquête coordonnée sur l'investissement direct	20
C. Envois de fonds	21
D. Autres études et rapports.....	21
E. Problèmes statistiques découlant des déséquilibres dans la balance mondiale des paiements.....	22
IV. Programme de travail à venir.....	24
V. Réunion de 2007	25
Tableaux	
1. Soldes mondiaux des transactions courantes, 1999–2005	11
2. Soldes mondiaux des comptes de capital et d'opérations financières, 1999–2005	12
3. Répartition géographique des investissements de portefeuille par détenteur et émetteur pour les 10 premières économies, à fin 2005.....	15
Figures	
1. Économies industrialisées : solde extérieur courant	24
2. Économies non industrialisées: solde extérieur courant	24

Encadré

1. Avoirs de réserve — Résumé des questions débattues	19
---	----

Appendices

I. Mandat du Comité d'experts de la balance des paiements créé sous les auspices du FMI	26
II. Comité d'experts de la balance des paiements créé sous les auspices du FMI, au 31 décembre 2006	27
III. Communication des données de la balance des paiements (BDP) et de la position extérieure globale (PEG) au FMI: <i>BOPSY 2006</i>	28
IV. Programme de travail à moyen terme du Comité d'experts de la balance des paiements créé sous les auspices du FMI : fin décembre 2006	32

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AEG	Groupe consultatif d'experts de comptabilité nationale
ASII	Atelier de l'OCDE sur les statistiques des investissements internationaux
BCE	Banque centrale européenne
<i>BD4</i>	<i>Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux</i> , quatrième édition
<i>BOPSY</i>	<i>Balance of Payments Statistics Yearbook</i>
BRI	Banque des règlements internationaux
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CSDB	Base de données centralisée de titres de la BCE
DTS	Droits de tirage spéciaux
ECARAE	Engagements constituant des réserves pour les autorités étrangères
ECID	Enquête coordonnée sur les investissements directs
ECIP	Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille
Eurostat	Office statistique des Communautés européennes
FMI	Fonds monétaire international
G-7	Groupe des sept
G-8	Groupe des huit
IDE	Investissements directs étrangers
ISWGNA	Groupe de travail intersecrétariat sur la comptabilité nationale
JEDH	Joint external debt hub (plate-forme conjointe sur la dette extérieure)
<i>MBP5</i>	<i>Manuel de la balance des paiements</i> , cinquième édition
<i>MBP6</i>	<i>Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale</i> , sixième édition
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PEG	Position extérieure globale
PEM	<i>Perspectives de l'économie mondiale</i>
PPPI	Petites économies dotées d'une place financière internationale
QEDS	Statistiques trimestrielles de la dette extérieure de la Banque mondiale
RESTEG	Groupe d'experts techniques sur les avoirs de réserve
<i>SCN 1993</i>	<i>Système de comptabilité nationale 1993</i>
TFFS	Équipe spéciale interinstitutions sur les statistiques financières
UNSD	Division de statistique des Nations Unies

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Est ici présenté le rapport annuel du Comité des statistiques de la balance des paiements du FMI (le Comité). Créé en 1992, le Comité, qui a tenu sa réunion annuelle au siège de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort (Allemagne) en octobre 2006, a pour mandat d'accroître la disponibilité, la cohérence et la fiabilité des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale au niveau mondial. Ce rapport annuel donne un aperçu des récentes tendances de ces statistiques, fait le point sur l'exécution du programme de travail du Comité en 2006 et traite des questions que celui-ci se propose d'aborder dans l'année à venir.

Les statistiques du secteur extérieur font apparaître les tendances suivantes :

- Environ 170 pays communiquent au FMI des statistiques de balance des paiements établies sur la base de la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements (MBP5)*, et plus de 100 pays lui communiquent des données sur leur position extérieure globale, soit trois fois plus qu'il y a dix ans;
- L'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (ECIP), qui est réalisée tous les ans depuis 2001 sous les auspices du FMI, compte 70 participants, parmi lesquels figurent la plupart des gros investisseurs;
- Près de 60 pays communiquent à la Banque mondiale des données sur la dette extérieure nationale aux fins de leur inclusion dans sa base de données sur les statistiques trimestrielles de la dette extérieure (QEDS). Ces informations sont affichées sur le Joint External Debt Hub (JEDH), plate-forme conjointe sur la dette extérieure, aux côtés des données provenant des créanciers et du marché pour tous les pays membres du FMI;
- Des données mensuelles sur les réserves de près de 60 pays sont affichées suivant une présentation type sur le site Internet du FMI, et 119 pays communiquent au FMI des données trimestrielles sur la composition en monnaies de leurs réserves; enfin,
- Les données de la Banque des règlements internationaux (BRI) sur les positions et flux bancaires internationaux, sous forme de séries trimestrielles géographiques et consolidées, lui sont transmises respectivement par 39 et 30 pays.

Le programme de travail du Comité pour 2006 comporte les points suivants :

- La révision du *MBP5*, avec examen par les membres du Comité des projets de chapitres d'un manuel révisé à Francfort. Tenant compte des développements intervenus depuis la publication du précédent manuel (1993), le projet de *Manuel* révisé accorde une importance plus grande aux positions et flux financiers et traite des questions statistiques posées par la mondialisation, telles que les biens pour transformation et la nécessité de directives plus détaillées sur le concept de résidence. En 2007, le Comité reverra le texte révisé du *Manuel* après la tenue de consultations à l'échelle mondiale et se penchera sur les modalités de son application. Le *Manuel*

révisé sera intitulé *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*, sixième édition (MBP6).

- L'ECIP reste une source importante de données sur les investissements internationaux sous forme de titres, fournissant des données d'actif sur les investissements de portefeuille, avec données de contrepartie sur le pays de l'émetteur. Une conférence tenue en 2006 à la Banque d'Espagne, à Madrid, a abouti à la formulation d'un certain nombre de propositions visant à améliorer l'ECIP, notamment à accélérer la diffusion de ses résultats, ce qui est maintenant chose faite.
- En outre, le Comité a examiné les modalités de poursuite de l'initiative du FMI concernant la réalisation d'une enquête coordonnée sur les investissements directs (ECID) dont la date de référence est fixée à fin 2009. Semblable à l'ECIP, l'ECID améliorera la disponibilité des données sur la PEG et, en fournissant des informations sur les pays contreparties à l'investissement, accroîtra le volume des données bilatérales disponibles. En 2007, le Comité fera le point de la situation et devrait recevoir le premier rapport du groupe de travail qu'il a créé et dont le mandat est d'élaborer un guide pour l'établissement des données sur ces investissements à l'intention des économies participant à l'enquête.
- Parmi les autres questions abordées par le Comité en 2006 figurent les travaux théoriques sur les avoirs de réserve et les envois de fonds. Au sujet de ces derniers, le Comité a souscrit aux nouvelles définitions des divers types d'envois de fonds — un projet de *Guide pour l'établissement des données sur les envois de fonds* devrait être disponible en 2007 (version anglaise).
- Outre les points susmentionnés, le programme de travail du Comité pour 2007 comporte l'examen du programme d'études pour l'après-MBP6, la communication de données sur le secteur extérieur aux organismes internationaux en vue d'une plus grande coordination et la progression des travaux de révision du *Manuel des statistiques du commerce international des services*.

I. INTRODUCTION

1. Créé en 1992, le Comité des statistiques de la balance des paiements du FMI («le Comité») a pour mandat d'accroître la disponibilité, la cohérence et la fiabilité des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) au niveau mondial. Il a été établi à l'issue des rapports de deux groupes de travail du FMI qui ont recherché les principales causes des discordances des statistiques de la balance des paiements mondiale publiées par le FMI¹. Le mandat du Comité est présenté à l'appendice I et sa composition au 31 décembre 2006, à l'appendice II. En octobre 2006, il a tenu sa dix-neuvième réunion au siège de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort (Allemagne).

2. Ce rapport annuel est requis par le mandat et s'articule comme suit : la section II donne un aperçu des récentes tendances des statistiques de la balance des paiements et de la PEG publiées par le Département des statistiques du FMI. La section III fait le point sur l'exécution du programme de travail du Comité en 2006 et la section IV traite des questions que le Comité se propose d'aborder dans l'année à venir.

II. TENDANCES RÉCENTES DES STATISTIQUES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

3. Des statistiques annuelles de la balance des paiements et de la PEG pour la période 1998–2005² sont publiées dans le *Balance of Payments Statistics Yearbook (BOPSY), 2006*. Ces données sont utiles au FMI dans ses travaux sur la surveillance des économies et entrent dans l'analyse des comptes des transactions courantes, de capital et d'opérations financières de ces dernières.

4. Le *BOPSY 2006* (version publiée) présente les données de balance des paiements communiquées par 171 pays, dont 167 établissent ces données sur la base de la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* du FMI. En outre, 105³ pays ont transmis des données sur la PEG. À sa réunion, le Comité a fait le point des progrès accomplis par les pays dans la communication des statistiques de la balance des paiements et de la PEG depuis sa création en 1992. Le nombre des pays transmettant des données sur la PEG, qui était inférieur à 30 en 1992, est passé à 35 en 1997 et a triplé en moins de 10 ans pour atteindre son niveau actuel. Des informations sur les pratiques de transmission des données de chaque pays sont fournies à l'appendice III.

5. Le *BOPSY 2006* contient en outre des tableaux présentant des totaux régionaux et mondiaux. Le total mondial des données de balance des paiements n'est pas égal à zéro,

¹ *Rapport final du Groupe de travail sur la discordance statistique dans les comptes courants mondiaux (Rapport Esteva)* (Washington : Fonds monétaire international, 1987) et *Rapport final du Groupe de travail sur l'évaluation des flux de capitaux internationaux (Rapport Godeaux)* (Washington : Fonds monétaire international, 1992).

² Les données des années antérieures à 1998 figurent sur le CD-ROM de la *Balance des paiements*.

³ Quatre économies ont été ajoutées à la liste au début de 2007 après la publication du *BOPSY 2006*.

faisant apparaître un écart statistique entre les divers comptes de la balance des paiements⁴. Ces écarts entre les totaux mondiaux sont suivis par le Comité car, bien que nombre d'erreurs et omissions peuvent s'annuler entre elles, leur présence est une indication de la déficience des évaluations et de l'existence de lacunes dans les données communiquées. En effet, il subsiste des écarts dans les données sur les centres financiers offshore⁵. L'écart entre les totaux mondiaux pour les comptes des transactions courantes et d'opérations financières est plus faible en 2005 qu'en 2004 (voir les tableaux 1 et 2)⁶.

A. Le compte mondial des transactions courantes

6. Au niveau du compte des transactions courantes, l'écart global a poursuivi sa tendance à la baisse, tombant de -97,6 milliards de dollars en moyenne (environ 0,5 % des transactions courantes brutes) pour la période 1999–2004⁷ à -6,1 milliards de dollars en 2005 (tableau 1). Le compte mondial des biens et services a fait apparaître un écart positif de 91,3 milliards de dollars en 2005 (les exportations mondiales dépassant les importations mondiales), plus ou moins également réparti entre biens et services. À l'inverse, le compte des *revenus* a affiché un écart négatif correspondant de 88,9 milliards (les comptes à payer dépassant les comptes à recevoir), et un écart négatif de 8,5 milliards de dollars a été observé dans les *transferts courants*. En valeur relative, l'écart au compte des revenus a représenté environ 1,9 % des transactions brutes sur revenus en 2005.

7. Parmi les sous-composantes des services, les *services de transport* (fret, location et services aux passagers) ont fait apparaître un écart négatif de 89,3 milliards de dollars, compensé en partie par un excédent de 46,1 milliards de dollars au poste des *voyages*. Cependant, la sous-composante *autres services* a affiché un large écart positif, lequel est passé de 109,7 milliards de dollars en 2004 à 137,1 milliards de dollars en 2005. Il n'est pas possible d'en déterminer les causes.

⁴ Les écarts tiennent à ce que les transactions ne sont pas toutes prises en compte, ou sont mal enregistrées ou comptabilisées sans cohérence par les économies déclarantes, ou encore sont classées suivant des méthodes différentes ou à des moments différents, ainsi qu'à d'autres erreurs de calcul et discordances.

⁵ En ce qui concerne la couverture statistique des centres financiers offshore, bien qu'un grand nombre de centres soient inclus dans les tableaux mondiaux (par exemple Bahamas, Barbade, Panama, Antilles néerlandaises, Hong Kong (RAS) et Macao (RAS)), certains ne sont pas compris dans les bases de données source de la balance des paiements du FMI, même s'ils participent à son ECIP (îles Caïmans, Bermudes, Guernsey, Jersey et île de Man).

⁶ Les transactions au compte d'opérations financières sont enregistrées sur une base « nette : brute » (c'est-à-dire que les transactions sur actifs sont déduites les unes des autres, comme le sont les transactions sur passifs, mais les transactions sur passifs ne sont pas déduites des transactions sur actifs). Par conséquent, le volume effectif des transactions internationales dans des catégories comme les investissements de portefeuille et les autres investissements est bien supérieur aux chiffres indiqués au tableau 2. Les données relatives aux transactions sur base « brute : brute » au compte d'opérations financières (c'est-à-dire que toutes les transactions à ce compte sont enregistrées sur la même base que celles du compte des transactions courantes) ne relèvent pas du *MBP5*.

⁷ Un écart négatif indique que les débits dépassent les crédits.

8. Parmi les composantes des revenus, les *investissements de portefeuille* et les *autres investissements* ont fait apparaître un écart négatif (137,2 milliards de dollars) comme les années précédentes. Par contre, l'écart positif observé pour le revenu des investissements directs a été sensiblement plus faible que celui enregistré les deux années précédentes; on note toutefois que, exceptionnellement, l'écart positif affiché par les *bénéfices réinvestis* s'est nettement inversé, se situant à -12,7 milliards de dollars, tandis que l'écart au compte des *autres revenus des investissements directs* est devenu nettement positif. Cet inversement de la tendance pourrait s'expliquer en partie par les énormes entrées de dividendes enregistrées par les États-Unis en 2005 sous l'effet d'un changement des lois fiscales.

B. Les comptes mondiaux de capital et d'opérations financières

9. L'écart observé au *compte de capital* pour 2005 (-11,8 milliards de dollars) est proche de la moyenne pour le passé récent (cf. tableau 2).

10. L'écart global au *compte d'opérations financières* s'est considérablement réduit en 2005, se situant à -29,1 milliards de dollars, contre -196,7 milliards de dollars en 2004, mais les écarts entre les sous-composantes de ce compte restent élevés. Ils sont particulièrement importants au compte des investissements de portefeuille, dans lequel les entrées dépassent les sorties de 386,9 milliards de dollars, et au compte des autres investissements, où les sorties dépassent les entrées de 440,6 milliards de dollars. En outre, l'ajustement effectué aux investissements de portefeuille pour tenir compte des titres détenus comme avoirs de réserve, comme en 2004, a dépassé 350 milliards de dollars⁸. Les données pour cet ajustement proviennent d'une enquête spéciale sur les instruments détenus comme avoirs de réserve.

11. L'écart au compte des *investissements directs*, qui était de -170,7 milliards de dollars en 2004, est passé à +67,4 milliards de dollars (les entrées dépassant les sorties) en 2005. Les entrées au titre des investissements directs sont montées en flèche, augmentant de près d'un tiers en 2005. Au compte des *investissements de portefeuille*, l'écart tient surtout aux obligations et autres titres d'emprunt. Bien que des progrès considérables aient été accomplis dans la collecte des données sur les positions d'avoirs de portefeuille au moyen de l'ECIP annuelle, qui est réalisée sous les auspices du FMI (voir section D), il reste encore à faire pour étendre la couverture géographique, en particulier pour ce qui est des principales économies exportatrices de pétrole du Moyen-Orient.

12. Au compte des *produits financiers dérivés*, l'écart a atteint un montant négatif de -7,9 milliards de dollars en 2005, sous l'effet d'un accroissement de l'activité dans ce domaine. Pour ce qui est des *autres investissements*, l'écart est monté à -440,6 milliards de

⁸ Dans cet ajustement, les engagements de portefeuille constituant des avoirs de réserve pour les non-résidents sont exclus des données sur les engagements dans les tableaux mondiaux et, de ce fait, les totaux mondiaux des avoirs et engagements de portefeuille sont comparés sur la même base. Il est procédé à des ajustements analogues pour les *engagements au titre des autres investissements*, avec ajustement compensatoire des avoirs de réserve. Sans de tels ajustements (à savoir *avoirs de réserve plus engagements constituant des réserves pour les autorités étrangères*), on observerait des écarts considérables.

dollars, soit quatre fois son niveau de 2004⁹. Un faible écart a été observé pour les *avoirs de réserve plus les engagements constituant des avoirs de réserve pour les autorités étrangères* (ECARAE) en 2005 (-14,9 milliards de dollars).

C. Révisions

13. Les révisions des données des années antérieures ont accru l'écart affiché par le compte des transactions courantes pour toutes les années sauf 2004, où l'écart s'est considérablement réduit, tombant de -27,4 milliards de dollars à -7,3 milliards de dollars. Au compte d'opérations financières, la plus grosse révision est celle qui a été apportée au montant de 2004 (qui est passé de -95,4 milliards de dollars à -196,7 milliards de dollars, soit l'écart le plus élevé depuis 2000), année pour laquelle les erreurs et omissions ont atteint un niveau record (208,2 milliards de dollars). Les révisions les plus importantes sont celles des investissements directs et des investissements de portefeuille, communiqués principalement par les économies industrialisées.

14. Les révisions sont une étape normale du processus d'élaboration des statistiques : il est procédé à des révisions pour affiner une estimation antérieure, parce que des estimations plus complètes ont été reçues, des changements ont été apportés à la méthodologie ou des erreurs doivent être corrigées. Le FMI encourage les statisticiens à déterminer si elles indiquent l'existence d'erreurs systématiques dans les estimations préliminaires qui peuvent être corrigées par des techniques d'estimation statistique.

D. Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille

15. Comme indiqué ci-dessus, les investissements de portefeuille demeurent une composante de la balance des paiements pour laquelle il existe de gros problèmes d'évaluation. En vue de soutenir les statisticiens dans leurs efforts, une ECIP est réalisée sous les auspices du FMI depuis 2001, après l'enquête initiale de 1997. Les données concernant les positions sur actions, obligations et instruments du marché monétaire sont recueillies par environ 70 pays gros détenteurs d'avoirs, avec ventilation par pays des engagements de contrepartie¹⁰. Essentiellement, les positions d'engagements complètes de fin d'année pour toutes les économies peuvent être tirées des données communiquées, que l'économie en question participe ou non à l'enquête. En 2006, les données de l'ECIP ont été diffusées pour la première fois avec un délai de moins de 12 mois — soit une amélioration de trois mois par rapport à l'année précédente.

⁹ Les autres instruments classés dans les *autres investissements* sont les crédits commerciaux, les prêts et les autres avoirs et engagements.

¹⁰ Le FMI a en outre demandé aux gros détenteurs de réserve de fournir une ventilation géographique des titres détenus comme avoirs de réserve (une enquête analogue est réalisée également sur les titres détenus par certaines organisations internationales).

Tableau 1. Soldes mondiaux des transactions courantes, 1999–2005
(Milliards de dollars EU)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne absolue 1999–2004
Solde des transactions courantes	-110.3	-155.8	-149.1	-128.1	-35.0	-7.3	-6.1	97.6
Solde des biens	23.0	-9.3	-18.1	19.4	58.6	39.7	43.3	49.4
Crédit	5,642.8	6,358.0	6,095.4	6,387.5	7,465.4	9,078.5	10,322.4	...
Débit	5,619.8	6,367.3	6,113.5	6,368.1	7,406.8	9,038.8	10,279.1	...
Solde des services	-11.7	-20.7	-30.2	-18.7	-4.0	26.2	48.0	18.6
Crédit	1,439.6	1,522.0	1,526.2	1,640.8	1,887.1	2,265.7	2,498.0	...
Débit	1,451.4	1,542.7	1,556.3	1,659.5	1,891.1	2,239.5	2,450.0	...
Transports	-53.5	-71.0	-67.1	-59.7	-76.5	-80.2	-89.3	68
Voyages	25.9	29.5	25.4	27.5	30.9	40.2	46.1	30
Services fournis ou reçus par les adm. publiques	-18.6	-25.9	-26.9	-34.6	-36.0	-43.6	-45.8	31.1
Autres services	34.5	46.7	38.5	48.1	77.7	109.7	137.1	59.2
Solde des revenus	-94.0	-90.7	-83.6	-111.5	-80.5	-64.0	-88.9	87.3
Crédit	1,259.5	1,431.5	1,326.6	1,248.4	1,460.0	1,803.4	2,248.3	...
Débit	1,353.5	1,522.1	1,410.1	1,359.9	1,540.5	1,867.3	2,337.2	...
Rémunération des salariés	-6.0	-7.0	-7.9	-8.4	-8.4	-9.2	-10.4	7.8
Bénéfices réinvestis	84.5	65.6	105.6	63.3	97.4	131.6	-12.7	91.3
Autres revenus des investissements directs	-42.2	-38.4	-48.0	-29.2	-43.5	-55.0	71.4	42.7
Revenus des investissements de portefeuille et autres	-130.3	-110.9	-133.2	-137.2	-126.0	-131.5	-137.2	128.2
Solde des transferts courants	-27.6	-35.1	-17.4	-17.3	-9.1	-9.1	-8.5	19.3
Crédit	382.9	368.1	392.3	437.3	511.5	602.8	666.4	...
Débit	410.5	403.2	409.7	454.7	520.6	611.9	674.9	...
Pour mémoire								
Solde des transactions courantes en % des transactions courantes brutes	0.6	0.8	0.8	0.7	0.2	0.0	0.0	0.5
Solde des biens en % des transactions brutes sur Marchandises	0.2	0.1	0.1	0.2	0.4	0.2	0.2	0.2
Solde des services en % des transactions brutes Sur services	0.4	0.7	1.0	0.6	0.1	0.6	1.0	0.6
Solde des revenus en % des transactions brutes sur revenus	3.6	3.1	3.1	4.3	2.7	1.7	1.9	3.1
Solde des transferts courants en % des transferts courants bruts	3.5	4.6	2.2	1.9	0.9	0.7	0.6	2.3

Source : FMI, *Balance of Payments Statistics Yearbook, Volume 57, Part 2, 2006*.

Note: ... = données non disponibles.

Tableau 2. Soldes mondiaux des comptes de capital et d'opérations financières, 1999–2005
(Milliards de dollars EU)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne absolue 1999–2004
Solde du compte de capital	-18.3	14.3	-4.8	-15.2	-17.0	-4.3	-11.8	12.3
Crédit	48.1	70.1	51.3	54.4	63.4	69.3	78.0	...
Débit	66.4	55.8	56.1	69.7	80.3	73.5	89.8	...
Solde du compte d'opérations Financières	44.4	232.9	159.2	179.0	96.9	-196.7	-29.1	151.5
Investissements directs	3.8	188.0	82.0	80.3	-15.2	-170.7	67.4	90
À l'étranger	-1,098.4	-1,336.3	-723.4	-660.7	-663.4	-920.4	-934.4	...
Dans l'économie Déclarante	1,102.2	1,524.3	805.3	741.1	648.2	749.6	1,001.8	...
Investissements de portefeuille	138.0	76.3	47.8	161.4	98.5	148.8	386.9	111.8
Avoirs	-1,368.6	-1,307.8	-1,205.7	-744.4	-1,455.8	-1,872.8	-2,526.9	...
Engagements, hors ECARAE ¹	1,506.5	1,384.1	1,253.4	905.8	1,554.3	2,021.5	2,913.9	...
Produits financiers dérivés	15.5	-15.6	7.0	-11.2	-9.7	-16.5	-27.9	12.6
Avoirs	195.9	229.0	236.9	203.0	262.1	278.5	437.0	...
Engagements	-180.4	-244.6	-229.9	-214.2	-271.9	-295.0	-465.0	...
Autres investissements	-101.4	38.5	54.5	-21.4	39.6	-101.7	-440.6	59.5
Avoirs	-528.4	-1,260.0	-717.6	-672.1	-1,028.4	-2,187.8	-2,962.7	...
Engagements, hors ECARAE ¹	427.0	1,298.5	772.1	650.7	1,068.0	2,086.0	2,522.2	...
Réserves plus ECARAE ¹	-11.5	-54.3	-32.0	-30.2	-16.3	-56.5	-14.9	33.5
Réserves	-149.8	-174.6	-151.0	-266.4	-490.1	-641.0	-524.3	...
ECARAE ¹	138.3	120.4	119.0	236.2	473.9	584.5	509.4	...
Erreurs et omissions nettes ²	84.3	-91.4	-5.2	-35.7	-45.0	208.2	46.9	78.3

Source : FMI, *Balance of Payments Statistics Yearbook*, Volume 57, Part 2, 2006.

Note : au compte d'opérations financières, le signe moins indique que les sorties enregistrées dépassent les entrées; l'absence de signe signifie que les entrées enregistrées sont supérieures aux sorties.

ECARAE = engagements constituant des avoirs de réserve pour les autorités étrangères; ... = données non disponibles.

¹ Les données sur les ECARAE sont tirées de celles que le FMI a recueillies auprès d'un échantillon de pays gros détenteurs de réserves. Elles ont servi à ajuster les engagements sous forme d'investissements de portefeuille et autres investissements afin de mieux aligner les données sur les séries d'avoirs correspondantes.

² Somme des flux enregistrés assortie du signe inverse.

16. À la fin de 2005, les avoirs internationaux sous forme de titres s'élevaient, selon les résultats de l'ECIP, à 25,7 billions de dollars, soit une augmentation de 10 % par rapport à leur niveau de fin 2004. Les avoirs sous forme de titres de créance, qui se sont accrus de 5 %, se chiffraient à 15,3 billions de dollars. Cet accroissement tient 1) à la croissance des opérations internationales, les marchés financiers ayant continué à se remettre des chocs des crises financières internationales de la fin des années 90 et 2) à la montée des cours des actions sur nombre de marchés en 2005; en effet, les avoirs sous forme de titres de participation ont augmenté de 19 % et atteint 10,4 billions de dollars.

17. Le tableau 3 montre les résultats de l'ECIP de 2005 pour les 10 plus gros détenteurs et émetteurs de titres (engagements obtenus par calcul). Il ressort du tableau que les avoirs

sous forme d'investissements de portefeuille restent concentrés dans quelques économies : sur le total indiqué, plus de 70 % sont détenus par les 10 premiers pays. Cependant, les résultats détaillés (présentés sur le site www.imf.org/external/np/sta/pi/cpis.htm) montrent l'importance croissante des petits pays dotés d'une place financière internationale (PPFI). Le total des avoirs sous forme d'investissements de portefeuille des sept principaux PPFI (Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Caïmans, Guernsey, île de Man et Jersey) se chiffrait à 1 billion de dollars à fin 2005¹¹, soit une augmentation de 16 % par rapport à l'année précédente.

Conférence de la Banque d'Espagne

18. En mars 2006, la Banque d'Espagne a été le siège d'une conférence sur l'ECIP dont l'objet était de montrer comment les données de l'enquête peuvent être utilisées et comment elles l'ont été jusqu'ici. À cette conférence, qui a réuni de nombreux participants, les représentants de la Banque d'Espagne, de la BCE, du FMI et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont qualifié l'ECIP de modèle de coopération internationale visant à améliorer la communication des statistiques. Selon eux, les résultats de l'enquête constituent une source statistique précieuse face aux questions de la stabilité financière et de la mondialisation. Ils ont toutefois fait observer que, étant donné la croissance et la volatilité des transactions internationales, il reste des défis à relever pour améliorer davantage les données. Parmi ces défis figurent la réduction de leurs délais de diffusion, l'amélioration de leur couverture, la question des avoirs de tiers et celle des pensions.

19. Des études ont été présentées par des statisticiens et des utilisateurs. Les représentants de la BCE, de la Banque du Japon, de la Banque d'Espagne et du Conseil fédéral de réserve des États-Unis ont montré, dans leurs exposés, comment les statisticiens utilisent la base de données de l'ECIP, notamment pour améliorer la qualité des données sur les engagements (calculés) (ventilées en particulier selon le pays de résidence de la contrepartie pour les détenteurs d'instruments au porteur), pousser plus avant la ventilation des données par secteur du détenteur et vérifier (et/ou améliorer) les données sur les transactions dans la balance des paiements. À ce sujet, non seulement l'ECIP offre dans certains cas une meilleure couverture statistique et davantage de détails que d'autres sources de données, mais aussi, lorsque des données sont recueillies titre par titre, des variables explicatives (telles que les variations des prix et des taux de change, ainsi que les transactions) sont elles aussi utilisées pour expliquer les variations des positions de fin d'année, ce qui constitue un contrôle de qualité supplémentaire.

20. La question de la préférence nationale a été fort débattue — c'est-à-dire que, dans un monde où les marchés de capitaux fonctionnent bien, la part des titres d'un pays qu'un autre

¹¹ Ce chiffre n'inclut pas les investissements de portefeuille des fonds communs de placement aux Bahamas et dans les îles Caïmans. Selon une estimation prudente de ces investissements, ceux-ci seraient de l'ordre de 500 milliards de dollars. Le Département des statistiques du FMI aide ces juridictions à étendre la couverture de leurs données pour y inclure les fonds communs de placement.

pays détiendrait devrait être proportionnelle à la taille du marché financier du premier par rapport au marché mondial des capitaux. Il ressort d'une étude du Conseil fédéral de réserve que, étant donné la sous-pondération des avoirs des non-résidents des États-Unis sous forme de titres émis par les résidents de ce pays, la capacité de continuer à financer le déficit des transactions courantes des États-Unis semblerait exister. Pour de plus amples informations sur la conférence, voir www.bde.es/doctrab/confere/confee_7.htm.

Atelier à l'intention des statisticiens

21. Le Département des statistiques du FMI a animé un atelier à l'intention des statisticiens des PPPFI sur l'île de Man en avril 2006. L'atelier a offert à ces derniers l'occasion de partager leur expérience et de former un réseau de statisticiens en vue d'encourager ceux qui n'ont pas encore décidé de participer à l'ECIP à le faire, de chercher comment l'enquête pourrait être menée de façon plus efficace et d'exposer leurs plans pour l'enquête 2006. À l'atelier, certains statisticiens ont indiqué qu'ils envisageaient d'élargir le champ de leurs enquêtes nationales.

III. EXÉCUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU COMITÉ EN 2006

22. Les travaux entrepris par le Comité en 2006 sont conformes aux priorités fixées à la fin de 2005 dans le programme de travail à moyen terme. La plus haute priorité a été accordée à la rédaction des chapitres et appendices du nouveau Manuel (*Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*, sixième édition (*MBP6*)) et à l'enquête coordonnée sur les investissements directs (ECID). Douze chapitres du MBP6 ont été rédigés et soumis au Comité pour commentaire. À sa réunion d'octobre 2006 à Francfort, le Comité a passé en revue les observations reçues sur le projet de MBP6 et réglé les questions en suspens. Il a adopté un projet de calendrier pour l'ECIP et fixé les objectifs de l'enquête.

23. Les questions hautement prioritaires ont été les envois de fonds et les avoirs de réserve. Créé à la demande des ministres des finances du G-7, le Groupe de Luxembourg est chargé d'examiner les pratiques suivies par les pays pour évaluer les envois de fonds et de concevoir un plan prospectif d'élaboration des directives sur les pratiques optimales d'établissement des données. En ce qui concerne les avoirs de réserve, le FMI a créé le Groupe d'experts techniques sur les réserves (RESTEG), composé d'utilisateurs ainsi que de gestionnaires de réserves et de statisticiens de balance des paiements¹². Le RESTEG s'est réuni et a formulé des recommandations au Comité sur les directives révisées pour le MBP6 (voir ci-dessous).

¹² Le RESTEG se compose de 25 représentants d'autorités monétaires participant à l'établissement des statistiques de balance des paiements et de réserves internationales, ainsi que de membres d'organisations internationales, notamment des départements du FMI qui sont chargés de l'analyse des réserves internationales.

Tableau 3. Répartition géographique des investissements de portefeuille par détenteur et émetteur pour les 10 premières économies, à fin 2005 (Données provisoires en millions de dollars EU)													
	Émetteur Détenteur	États-Unis	Royaume- Uni	Japon	France	Luxembourg	Allemagne	Irlande	Pays-Bas	Italie	Suisse	Autres	Total
1	États-Unis	n.a.	556,371	747,747	202,127	303,833	135,479	283,929	281,205	111,555	99,662	2,527,475	5,249,384
2	Royaume- Uni	814,784	n.a.	113,991	187,582	135,241	108,109	235,007	85,481	46,302	46,350	661,133	2,433,980
3	Allemagne	213,479	108,683	158,382	198,094	258,234	n.a.	87,557	175,307	143,018	89,329	683,760	2,115,843
4	France	269,945	72,565	125,937	n.a.	161,236	152,362	65,210	109,544	92,998	52,905	502,319	1,605,022
5	Pays-Bas	191,882	132,098	69,079	192,577	95,211	135,933	38,895	n.a.	74,660	48,181	314,079	1,292,596
6	Luxembourg	46,287	66,483	75,979	86,712	n.a.	243,817	26,362	31,083	229,974	115,009	313,223	1,234,928
7	Italie	79,393	106,890	62,945	226,961	124,908	167,650	100,592	84,625	n.a.	10,577	265,587	1,230,128
8	Japon	520,084	177,432	n.a.	66,668	104,740	33,222	43,051	34,336	16,450	18,558	212,222	1,226,763
9	Îles Caimans	248,770	99,878	297,696	53,543	46,254	23,129	...	13,032	21,698	33,458	197,682	1,035,140
10	Espagne	69,821	72,637	28,916	164,829	74,683	141,282	49,123	50,164	24,181	6,236	103,546	785,418
	Autres	2,136,677	899,176	434,215	477,907	536,581	418,668	249,481	226,693	221,228	206,700	1,700,278	7,507,605
	Total	4,591,122	2,292,214	2,114,888	1,857,001	1,840,921	1,559,651	1,179,206	1,091,469	982,065	726,966	7,481,304	25,716,807

Source : services du FMI.

Note: n.a. = non applicable.

... = non disponible.

A. Révision du *MBP5*

Le projet de Manuel

24. En 2006, le Comité a examiné les questions issues de la révision du *MBP5* et revu les projets de chapitres, ouvrant ainsi la voie à la diffusion pour commentaires du projet de manuel sur le site Internet du FMI au début de 2007. Les projets de chapitres et quatre appendices ont été affichés sur ce site en mars 2007

(www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2007/bopman6.htm). Le Département des statistiques du FMI remercie les membres du Comité et ceux des groupes d'experts pour les années de travail qu'ils ont consacrées à la révision. Les travaux de révision continuent d'être coordonnés avec ceux du *Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993)*.

25. Les changements apportés au *MBP5* sont indiqués à la fin de chaque chapitre dans le projet de *MBP6* et les importantes décisions du Comité ont été mises en lumière dans ses deux rapports annuels précédents (www.imf.org/external/bopage/arindex.htm). Un résumé des débats du Comité sur les avoirs de réserve est présenté dans l'encadré 1. Beaucoup de points précis ont été abordés pendant la révision, d'où émergent trois grands thèmes.

- La **mondialisation** a mis plusieurs questions en relief. Comme un nombre plus grand de personnes physiques et morales ont des liens avec au moins deux économies, des directives supplémentaires sont fournies sur le concept de résidence. Une autre question qui a été abordée est celle de la résidence et des activités des entités à vocation spéciale et autres structures juridiques utilisées à des fins de détention d'actifs qui n'ont guère ou pas de présence physique. La mondialisation de la production s'étant intensifiée, de nouveaux modes de traitement ont été conçus pour rendre compte de façon plus complète et plus cohérente de l'externalisation de la production physique (biens pour transformation), ainsi que de la vente ou de la gestion de produits manufacturés qui sont distinctes de leur possession physique (négoce international). Des directives précises sur le traitement des unions monétaires sont présentées dans un appendice du nouveau manuel.
- Le projet de manuel reflète l'importance accrue que revêt l'analyse du **compte de patrimoine** pour faire comprendre l'évolution de l'économie internationale du point de vue de sa vulnérabilité et de sa viabilité. Il fournit des directives beaucoup plus détaillées sur la PEG et s'étend davantage sur les réévaluations et autres variations de volume, ainsi que sur leur impact sur les avoirs et engagements. En outre, il incorpore les résultats des travaux détaillés de ces dix dernières années sur les positions extérieures (PEG, dette extérieure, dérivés financiers et avoirs de réserve et leurs pertes potentielles). Comme l'accent est mis sur les questions de compte de patrimoine, le *MBP6* est intitulé *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*.
- Le projet de manuel tient compte de la croissance de **l'innovation** financière observée depuis 1993. Par exemple, il s'étend davantage sur les dérivés financiers, les titres indexés et les comptes en or. Le concept fondamental d'investissement direct reste essentiellement inchangé, mais, face au développement de sociétés dotées de

structures internationales complexes, l'ouvrage contient des directives permettant d'identifier les investissements directs dans les cas où les chaînes de propriété sont longues et complexes. Il est à présent procédé à la révision du traitement des investissements directs conjointement avec l'OCDE, qui revoit en même temps sa *Définition de référence des investissements directs internationaux*.

Avoirs de réserve

26. En 2006, le Comité a par ailleurs examiné les propositions formulées par le RESTEG, souscrit à certaines de ces propositions et approuvé les modalités de la poursuite des consultations pour le règlement des questions en suspens.

27. Créé par le Comité en juin 2005, le RESTEG est chargé de conseiller ce dernier sur les questions techniques ayant trait aux réserves. Entre juin 2005 et octobre 2006, le RESTEG s'est penché sur 11 questions techniques spécifiques débattues par voie électronique et au cours d'une réunion tenue en mai 2006 (voir encadré 1). Le RESTEG a soumis ses recommandations au Comité, qui a approuvé celles portant sur sept questions. Quatre points ont été débattus plus à fond à la réunion d'octobre :

- Le traitement des dépôts des autorités monétaires dans les banques résidentes : les membres du Comité se sont prononcés, dans une proportion écrasante, en faveur de l'exclusion de ces actifs des avoires de réserve, mais certains membres sont fermement d'avis que des exceptions doivent être faites. Le Comité a décidé d'inclure dans le projet de manuel une demande de commentaires à ce sujet aux examinateurs du projet de *MBP6*.
- L'inclusion des données sur les engagements liés aux réserves parmi les composantes types de la balance des paiements et de la PEG pour faciliter l'analyse des avoires de réserve : une faible majorité préfère les inscrire en poste pour mémoire au lieu d'en faire une composante type, mais, comme dans le cas des dépôts bancaires, le projet de *MBP6* inclut une demande de commentaires sur cette question à l'intention des examinateurs.
- Le traitement des titres qui sont fournis dans des opérations de cession temporaire : d'après la méthodologie statistique classique, ces titres restent dans le compte de patrimoine de leur fournisseur (qui reçoit le numéraire), mais cette approche pourrait impliquer une double comptabilisation des réserves brutes lorsque les titres sont enregistrés comme avoires de réserve. Les débats à la réunion du Comité n'ont pas été concluants, mais celui-ci a convenu dans un débat ultérieur que ces titres, ainsi que l'or faisant l'objet d'opérations de swap soulevant les mêmes questions, seraient portés à la PEG lorsque ces actifs restent classés parmi les avoires de réserve pour que les utilisateurs puissent déterminer l'ampleur de cette activité dans leur examen des données sur les avoires de réserve.
- Le traitement des comptes en or : selon une recommandation du Groupe consultatif d'experts de la comptabilité nationale (AEG), qui est chargé de revoir les questions touchant au SCN, les comptes en or non alloués — comptes qui donnent le droit

d'exiger de leur gestionnaire la livraison de l'or — doivent être classés en tant qu'actifs et passifs financiers dans les dépôts, ce qui amène à se demander comment ces comptes doivent être classés au poste des réserves. Sur ce point également, les débats du Comité à sa réunion n'ont pas été concluants, mais dans ses débats ultérieurs, celui-ci a décidé d'inclure dans l'or monétaire les comptes en or non alloués des autorités monétaires dans les banques non résidentes qui sont détenus comme avoirs de réserve. Le projet de *MBP6* comporte une demande de commentaires à ce sujet à l'intention des examinateurs.

28. À sa réunion également, le Comité s'est prononcé en faveur de la poursuite des travaux du RESTEG et a jugé préférable de finaliser les travaux sur les réserves dans le nouveau projet de manuel avant de procéder à la révision de la publication *Réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données (Directives)*. Le RESTEG rendra compte de ses travaux au Comité en 2007.

29. Les documents de synthèse, les documents présentant les questions à débattre et les documents sur les résultats sont affichés sur la page d'accueil du RESTEG, qui se trouve sur le site Internet du FMI à l'adresse suivante
<http://www.imf.org/external/np/sta/bop/resteg.htm>.

Introduction de la composition en devises et d'une ventilation par échéances résiduelles dans la PEG

30. Des travaux analytiques récents ont mis en lumière l'importance des données de position sur la composition en devises et les échéances résiduelles. La nécessité de ces données a été renforcée par le résultat d'une enquête sur les besoins non satisfaits des usagers des statistiques de balance des paiements au FMI, qui a été présentée au Comité lors de sa réunion de juin 2005. Le Comité a examiné une étude du FMI qui propose d'introduire la composition en devises et la ventilation par échéances résiduelles dans les composantes standard de la PEG.

Encadré 1. Avoirs de réserve — Résumé des questions débattues

Monnaie de libellé. Le Comité a décidé d'exclure des réserves les actifs libellés en monnaie nationale ou indexés à celle-ci mais réglés en monnaie étrangère principalement parce que, en cas de crise, la valeur de ces actifs diminuerait avec celle de la monnaie nationale.

Devises. Le Comité a souscrit au principe consistant à inclure seulement les actifs en monnaies convertibles dans les avoirs de réserve et a décidé de clarifier le terme « convertibles » en ajoutant « librement utilisables pour le règlement des transactions internationales ». Il a préféré l'expression « librement utilisables » à « largement échangées », en raison du risque d'exclure, dans ce dernier cas, les monnaies qui sont convertibles mais non largement échangées.

Fonds de placement. Le Comité s'est prononcé en faveur de l'application des principaux critères d'identification des avoirs de réserve officiels aux actifs détenus dans les fonds de placement. En particulier, il importe de souligner que les autorités doivent avoir le contrôle des fonds de placement et que les actifs qui y sont détenus doivent être immédiatement disponibles aux fins de répondre aux besoins de financement de la balance des paiements pour être inclus dans les avoirs de réserve.

Négociabilité (liquidité). Le Comité est d'avis que le projet de *MBP6* doit fournir une description plus détaillée et plus claire des caractéristiques d'un actif « immédiatement disponible ». La description doit recouvrir à la fois les titres et les dépôts et préciser que certains actifs, comme les dépôts, peuvent être liquides mais non négociables.

Avoirs gagés. Le Comité a décidé de reprendre les termes des Directives pour le traitement des avoirs gagés dans le nouveau *MBP6*. Les *Directives* (paragraphe 72) indiquent que « en général, les avoirs gagés ne sont pas disponibles immédiatement. »

Engagements liés aux réserves. Le Comité a décidé, à une faible majorité, d'inscrire en poste pour mémoire les données sur la position des engagements liés aux réserves au lieu d'en faire une composante type.

Dépôts dans les banques résidentes. Le Comité a décidé, dans une proportion écrasante, d'exclure de la balance des paiements et de la PEG les créances des autorités monétaires sous forme de dépôts dans les banques résidentes, étant donné que les deux cadres statistiques recouvrent les transactions avec les non-résidents et les positions à l'égard de ces derniers. Certains membres du Comité sont fermement d'avis que des exceptions doivent être faites. Le Comité a reconnu la nécessité d'approfondir les consultations en adressant une demande de commentaires à ce sujet aux examinateurs du projet de *MBP6*.

Opérations de cession temporaire. Les membres du Comité ne sont pas tous d'accord sur le traitement proposé, qui consiste à exclure les titres mis en pension des avoirs de réserve et de les reclasser parmi les avoirs d'investissements de portefeuille. Il a toutefois été ultérieurement décidé d'enregistrer à la PEG les titres mis en pension et l'or en pension dans le cadre de swaps d'or lorsque ces actifs restent classés dans les avoirs de réserve.

Droits de tirage spéciaux (DTS). Le Comité a décidé de considérer les allocations de DTS à un pays comme une dette à la balance des paiements et dans la PEG.

Traitement des swaps d'or et des comptes en or. Le Comité a décidé d'inclure une description plus claire du traitement des swaps d'or et des comptes en or, faisant fond, s'il y a lieu, sur les textes consacrés à ces questions dans les *Directives*. Les comptes en or non alloués auprès des banques non résidentes qui sont détenus comme avoirs de réserve doivent être inclus dans l'or monétaire.

Traitement des actifs mis en commun. Le Comité a convenu d'inclure dans le projet de *BMP6* le texte sur les actifs mis en commun. Pour savoir si ces actifs doivent être classés dans les réserves, il importe de déterminer qui en a le contrôle, ainsi que le cadre juridique des arrangements en question, la liquidité des participants et leur capacité de retirer leurs créances.

31. Les membres du Comité admettent la nécessité d'intégrer les données sur la composition en devises, et dans une moindre mesure celles sur les échéances résiduelles, et notent que le rapprochement de la PEG avec les autres flux nécessitera des informations sur la composition en devises. Cependant, faisant remarquer les modifications considérables des systèmes de collecte statistiques que cela nécessiterait, les membres du Comité ont estimé prématuré d'adopter les modifications proposées. Le Comité convient qu'il serait bon d'encourager les pays à fournir ces données sous forme de postes additionnels. Les services du FMI ont entrepris de travailler avec le Comité pour incorporer les données de la composition en devises dans les formulaires de communication de la PEG pour le *BOPSY* lorsque le nouveau *MBP6* sera mis en œuvre.

B. Enquête coordonnée sur l'investissement direct

32. Le Comité a discuté des modalités envisageables pour faire progresser l'initiative du FMI pour la conduite d'une ECID. L'initiative est née d'un document de travail préparé pour un séminaire informel du conseil d'administration du FMI sur les statistiques de l'investissement direct (ID), en novembre 2003, qui avait mis en lumière toute une gamme de déficiences dans les statistiques disponibles sur les capitaux d'ID. Les problèmes concernaient les discordances des statistiques de la balance mondiale des paiements sur l'ID, les asymétries des positions bilatérales d'ID, et, en dépit des améliorations apportées depuis quelques années, le caractère inégal de la mise en œuvre des directives internationales pour l'enregistrement des statistiques d'ID recommandées par le FMI et l'OCDE. Le document de travail proposait une étude de faisabilité de la conduite d'une ECID. Cette enquête pourrait contribuer à satisfaire les besoins croissants de données sur l'investissement direct qui soient plus complètes et mieux comparables.

33. À l'instar de l'ECIP conduite en 1997, l'ECID devrait pouvoir améliorer la disponibilité de données sur la PEG. En outre une base de données globale sur la répartition géographique du stock d'ID compléterait les données bilatérales disponibles de l'ECIP et des autres données du JEDH, ce qui développerait encore la base de données aux fins de la surveillance régionale et multilatérale. Une ECID contribuerait à améliorer la qualité des données et faciliterait la surveillance du FMI. Le Comité a observé que l'enquête ne pourrait voir le jour que si elle recueille un appui vigoureux des grandes économies sources d'investissement direct et des organisations internationales.

34. Le Comité a convenu qu'il serait possible et avantageux pour les statisticiens nationaux et les utilisateurs de statistiques d'ID d'entreprendre une ECID avec année de référence fin 2009, et a observé que cette initiative recueillait un large soutien parmi les membres du FMI. Les membres du Comité étant quasiment tous en faveur de l'initiative, il a été décidé que le projet est réalisable, sous réserve qu'une masse critique des grandes économies d'investissement direct exprime le désir de participer et de coordonner les efforts avec les partenaires interinstitutions du Département des statistiques du FMI. Le Comité a accepté un projet de calendrier et de mandat pour l'ECID.

35. Les principales caractéristiques de l'enquête sont :

- La collecte de données de position (d'actif net et d'endettement) aussi bien pour l'investissement direct étranger que pour l'investissement direct à l'étranger par les pays de contrepartie immédiate;
- La valorisation de l'actif net à la «valeur comptable des fonds propres»; pour les investissements cotés en bourse, une valorisation aux prix du marché sera encouragée; et
- Un groupe de travail international sera mis sur pied pour préparer un guide d'établissement.

36. Après que la direction du FMI aura approuvé le lancement de l'ECID en mai 2007, le FMI établira un groupe de travail pour préparer un guide d'enquête. Par la suite, le FMI invitera les principales économies sources d'investissement direct – dont beaucoup sont membres du Comité – à participer.

C. Envois de fonds

37. Le Comité a été informé des évolutions statistiques concernant les envois de fonds. Les travaux sont nés de la réunion du G-8 à Sea Island en 2004, qui a identifié dans les envois de fonds un moyen potentiellement important pour le secteur privé de contribuer à atténuer la pauvreté, mais voyait dans la rareté des informations disponibles un obstacle à l'action des pouvoirs publics. Le G-8 a souligné le besoin de données comparables internationalement sur les envois de fonds, et par la suite les ministres des finances du G-7 ont appelé à la mise sur pied d'un groupe de travail statistique — connu à présent sous le nom de Groupe de Luxembourg — sous la direction de la Banque mondiale, et qui comprend aussi le FMI et la Division de statistiques des Nations-Unies (UNSD), pour améliorer les données sur les envois de fonds.

38. Le Groupe de Luxembourg a tenu ses deux premières réunions en 2006, et a convenu de produire un guide d'établissement des données sur les envois de fonds. Une première mouture devrait être disponible en 2007. Le FMI, en association avec la Banque mondiale, a offert de mettre le guide en forme et de le publier.

39. Lors de sa réunion d'octobre 2006, le Comité a pris note des considérables progrès accomplis, et a discuté et convenu des nouvelles définitions de divers types d'envois de fonds.

D. Autres études et rapports

40. Le Comité a également reçu des études et rapports sur diverses questions relatives à ses travaux qui sont disponibles à l'adresse www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2006/19.htm. Ils concernent les sujets suivants:

- progrès des travaux de mise à jour du *SCN 1993*;

- résultat des discussions de l'AEG: résumé de l'UNSD;
- mise à jour des normes statistiques internationales des services: rapport de l'OCDE;
- besoins des usagers de données sur l'investissement direct étranger (IDE) et mise à jour des progrès de la *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*, quatrième édition (BD4): rapport de l'OCDE;
- traitement des opérations inter-entreprises des intermédiaires financiers avec des entités non financières: étude de la BCE;
- traitement des fonds de rétrocession et du capital en transit dans les statistiques d'IDE: étude de l'OCDE;
- *World Investment Report, 2006*: rapport de la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED);
- progrès des travaux de l'équipe spéciale interinstitutions sur les statistiques financières (TFFS), qui comprend le JEDH;
- évolutions des statistiques financières internationales, par la banque des règlements internationaux (BRI); et
- progrès de la base de données centralisée de titres de la BCE (CSDB) vers le stade opérationnel.

E. Problèmes statistiques découlant des déséquilibres dans la balance mondiale des paiements¹³

41. Le Comité a saisi l'occasion de sa réunion de Francfort pour organiser un séminaire BCE/FMI *ad hoc* sur les problèmes statistiques des déséquilibres de la balance mondiale des paiements. À titre de référence, les soldes mondiaux des comptes des transactions extérieures courantes par région et par composante sont présentés dans la partie 2 du *BOPSY 2006* et aux figures 1 et 2¹⁴.

¹³ Il s'agit ici des déséquilibres enregistrés du compte des transactions extérieures courantes, du compte d'opérations financières et du compte de capital et non des discordances mondiales traitées à la Section II.

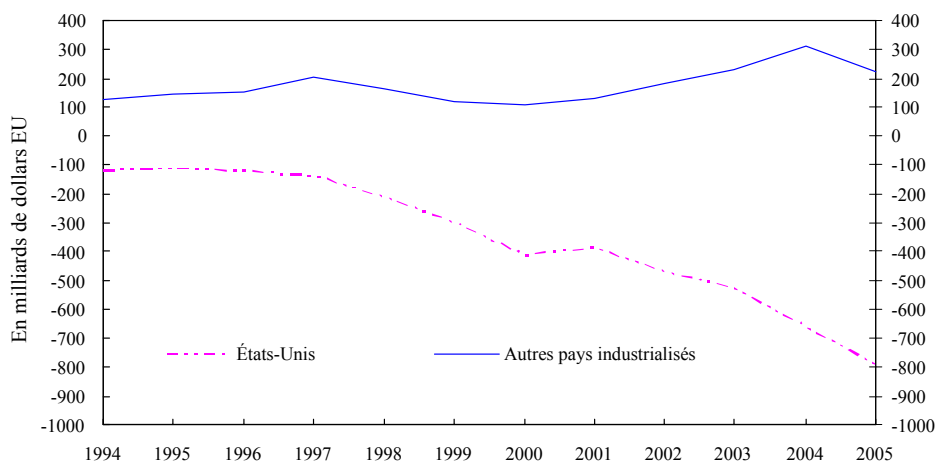
¹⁴ Les tableaux comportent des données fournies par les économies membres au Département des statistiques du FMI, dans la mesure du possible, des estimations des services du FMI fondées essentiellement sur les données des *Perspectives de l'économie mondiale (WEO)* du FMI, et dans quelques cas, des données calculées indirectement à partir de sources publiées. Ils comprennent aussi des données fournies par des organisations internationales sur leurs opérations internationales.

42. Parmi les économies industrialisées, depuis 1994 les États-Unis présentent un déficit croissant de leur compte extérieur courant tandis que les autres économies industrialisées, en tant que groupe, sont proches de l'équilibre, sauf depuis quelques années (voir figure 1). En revanche, les totaux régionaux, économies industrialisées exclues, montrent un solde positif croissant pour l'Asie (depuis 1999) et le Moyen-Orient (depuis 2001), ce qui reflète le redressement qui a suivi la crise asiatique et les excédents des économies exportatrices de pétrole (voir figure 2). L'hémisphère occidental s'écarte toujours plus d'un solde négatif, tandis que l'Afrique comme les économies non industrialisées d'Europe présentent un solde proche de l'équilibre, avec une légère tendance positive ascendante au cours des trois années s'achevant en 2005.

43. Le Comité a examiné les difficultés statistiques concernant le travail de suivi des déséquilibres de la balance mondiale des paiements. Parmi les difficultés identifiées : le rôle des compagnies multinationales et l'impact de leur délocalisation des activités de production de biens et de services sur les positions du compte extérieur courant, le recours aux prix de cession internes pour attribuer les revenus et les profits aux juridictions à faible fiscalité — ou pour d'autres raisons — et, dans certains cas, la couverture incomplète des bénéfices réinvestis. Il faut mentionner également les transactions financières, à grande échelle semble-t-il, transitant par des centres financiers offshore qui ne communiquent pas de données de balance des paiements et de PEG au FMI, bien que certains de ces centres soient inclus dans les collectes de données d'investissement de portefeuille et de données bancaires internationales, respectivement, du FMI et de la BRI.

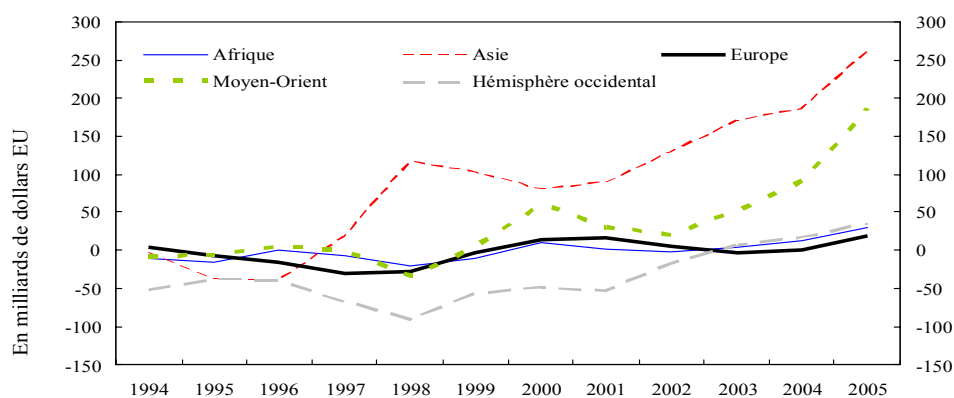
44. En outre les participants au séminaire ont souligné la pertinence des données de compte de patrimoine, en particulier de la PEG, et la nécessité d'obtenir que davantage d'économies investissent dans ces données. De plus, afin d'aider l'analyse et favoriser l'exactitude des données, il conviendrait d'encourager les économies importantes sur le plan systémique à établir un ensemble de comptes intégrant la PEG avec le compte de patrimoine national, dans le cadre d'un système cohérent d'établissement des statistiques macroéconomiques. À cet égard les participants au séminaire ont noté l'excellent travail fourni par la BCE dans le développement de comptes financiers intégrés (comptes de patrimoine trimestriels et annuels, opérations, et autres flux) pour la zone euro. Les participants au séminaire ont souligné qu'il est nécessaire d'étendre les données de position bilatérales — à la fois pour permettre les comparaisons de données et pour comprendre où sont concentrés les investissements — et de faire ressortir l'importance des changements de valeur pour la position extérieure et donc pour le patrimoine national.

Figure 1. Économies industrialisées : solde extérieur courant



Source: FMI, *Balance of Payments Statistics Yearbook*, Volume 57, Part 2, 2006.

Figure 2. Économies non industrialisées: solde extérieur courant



Source: FMI, *Balance of Payments Statistics Yearbook*, Volume 57, Part 2, 2006.

IV. PROGRAMME DE TRAVAIL À VENIR

45. L'appendice IV définit en détail le programme de travail à moyen terme établi par le Comité en 2006. Les thèmes sont classés par priorité. Le classement n'est pas destiné à représenter l'importance absolue de chaque thème mais plutôt à refléter la priorité relative attribuée à chaque thème par le Comité, étant donné les contraintes de temps et de ressources disponibles pour les études et les enquêtes.

46. Les priorités les plus élevées pour le Comité sont la révision de la nouvelle rédaction du *MBP6* à la lumière des commentaires fournis par la consultation mondiale et la création d'un groupe de travail sur la conduite d'une ECID. Pour le *MBP6*, le Département des

statistiques du FMI fournira une version révisée à la réunion du Comité en octobre 2007, en tenant compte des commentaires fournis par la consultation mondiale.

47. Une priorité élevée est attribuée aux envois de fonds, aux avoirs de réserve et à la mise en œuvre du *MBP6*. Pour les envois de fonds, le Groupe de Luxembourg préparera un projet de guide d'établissement. Pour les avoirs de réserve, le RESTEG continuera de conseiller le Comité et entreprendra le travail de révision du formulaire des réserves, conformément aux décisions prises par le Comité à propos du nouveau *MBP6*. Les travaux sur le *MBP6* devant s'achever fin-2008, le FMI présentera une étude sur la stratégie de mise en œuvre à la réunion du Comité d'octobre 2007.

48. Le Comité a attribué une priorité moyenne à la poursuite du travail sur l'ECIP, au suivi des discordances dans la balance mondiale des paiements, au commerce international de services, à la dette extérieure et à la PEG, ainsi qu'aux statistiques financières internationales. Pour l'ECIP, le Département des statistiques du FMI publiera les résultats de l'enquête de 2006 et fera rapport sur les progrès de l'enquête de 2007. La BCE fera rapport sur les progrès de sa base de données centralisée sur les titres vers le stade opérationnel. Le Département des statistiques présentera aussi un rapport sur la fourniture de données du secteur extérieur aux organisations internationales par les pays membres, en vue de les aider à parvenir à une meilleure coordination entre organisations internationales.

49. Le Département des statistiques du FMI préparera un document mettant en lumière la discordance, au niveau mondial, dans les statistiques de balance des paiements, et fera également rapport sur les progrès de l'adoption du *MBP5*. L'OCDE mettra le Comité au courant des activités du Groupe de travail sur les statistiques du commerce international de services, et le Royaume-Uni fera rapport sur ses investigations menées avec les États-Unis sur les asymétries du commerce des services, ainsi que sur l'exercice en cours d'échange bilatéral de données d'IDE avec les Pays-Bas et le Luxembourg. Le Département des statistiques du FMI fournira également un rapport sur les activités du TFFS sur la dette extérieure et la PEG. La BRI fera rapport sur les évolutions des statistiques financières internationales et sur ses travaux concernant les statistiques des titres de dette.

V. RÉUNION DE 2007

50. Le Comité tiendra sa prochaine réunion au cours de la semaine du 29 octobre 2007. la réunion aura lieu au siège du FMI à Washington, D.C.

Appendice I. Mandat du Comité d'experts de la balance des paiements créé sous les auspices du FMI

1. Le Comité supervisera la mise en œuvre des recommandations présentées dans le *Report on the Measurement of International Capital Flows* et le *Report on the World Current Account Discrepancy*, conseillera le FMI en matière de méthodologie et d'établissement des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale, et encouragera une meilleure coordination de la collecte de données entre les pays.
2. Le Comité portera à l'attention du FMI les évolutions nouvelles importantes pour l'établissement des statistiques des opérations internationales ou des actifs et passifs financiers y afférents, et travaillera avec le FMI à déterminer de quelle manière il conviendrait de traiter ces activités en conformité avec le *MBP5*.
3. Le Comité explorera les moyens de mieux coordonner la collecte de données entre les pays, en vue entre autres de faciliter l'échange de statistiques entre pays – par exemple de données des opérations bilatérales ou de données de stock. Il identifiera aussi les domaines d'étude associés et déterminera comment il conviendrait de faire progresser les travaux dans ces domaines.
4. Le Comité mènera ses travaux en collaboration avec d'autres statisticiens nationaux ainsi qu'avec les organisations internationales appropriées.
5. Le Comité déterminera son programme de travail en consultation avec le Département des statistiques du FMI, et se réunira au moins une fois par an sous les auspices du FMI.
6. Le Comité préparera un rapport annuel à l'intention du directeur général du FMI.

Appendice II. Comité d'experts de la balance des paiements créé sous les auspices du FMI, au 31 décembre 2006

Président

Robert W. Edwards
FMI, Département des statistiques

Takuya Sawafuji
Ministère des finances, Japon

Sergei Shcherbakov
Banque centrale de Russie

Membres

Suleiman Al-Kholifey¹
Saudi Arabian Monetary Agency

Almut Steger
Banque fédérale allemande

Michael Atingi-Ego
Bank of Uganda

Stefaans Walters
Reserve Bank of South Africa

Stuart Brown
Office for National Statistics,
United Kingdom

*Représentants d'organisations internationales*³

Ayse Bertrand
Organisation de coopération et de développement
économiques

Teresa Cornejo
Banco Central de Chile

Werner Bier
Banque centrale européenne

Bronwyn Driscoll
Australian Bureau of Statistics

William Cave
Organisation de coopération et de développement
économiques

Robert Heath
FMI, Département des statistiques

Ivo C. Havinga
Nations-Unies, Division de statistique

Han Hongmei
République populaire de Chine

Philippe Mesny
Banque des règlements internationaux

Ralph Kozlow
U.S. Bureau of Economic Analysis

Markus van Wersch
Office statistique des communautés européennes

Takehiro Nobumori
Banque du Japon

Représentants du processus de révision du Système de comptes nationaux, 1993

Lily Ou-Yang Fong
Census and Statistics Department,
RAS de Hong Kong

Anne Harrison
OCDE

Michael Debabrata Patra²
Reserve Bank of India

Secrétariat

Art Ridgeway
Statistique Canada

John Joisce
FMI, Département des statistiques

Eduardo Rodriguez-Tenés
Banque d'Espagne

Andrew Kitili
FMI, Département des statistiques

¹ Le Dr Al-Kholifey était accompagné de M. Suleiman Al-Ofi.

² N'a pas assisté à la réunion de 2006 du Comité.

³ M. Masataka Fujita (CNUCED) a participé à la première journée de la réunion de 2006 du Comité.

Appendice III. Communication des données de la balance des paiements (BDP) et de la position extérieure globale (PEG) au FMI: *BOPSY 2006*

CP	Nom du pays	Ce qui est communiqué								
		BDP		Période Année la plus récente	Fréquence		PEG	Période Année la plus récente	Fréquence	
		MBP5	Autre		Trimes- trielle	An- nuelle			Trimestrielle	Annuelle
512	Afghanistan, R.I. d'		X	1989		X				
914	Albanie	X		2005	X					
612	Algérie		X	1991		X				
614	Angola	X		2005		X	X	2005		X
312	Anguilla	X		2005		X				
311	Antigua and Barbuda	X		2005		X				
213	Argentine*	X		2005	X		X	2005		X
911	Arménie	X		2005	X		X	2005	X	
314	Aruba*	X		2005	X		X	2005		X
193	Australie*	X		2005	X		X	2005	X	
122	Autriche*	X		2005	X		X	2005		X
912	Azerbaïdjan	X		2005	X		X	2005	X	
313	Bahamas, les *	X		2005	X					
419	Bahrain*	X		2005		X	X	2005		X
513	Bangladesh	X		2005	X		X	2005		X
316	Barbados*	X		2005		X				
913	Belarus	X		2005	X		X	2005	X	
124	Belgique* ³	X		2005	X		X	2005		X
339	Belize	X		2005	X					
638	Bénin	X		2004		X	X	2004		X
218	Bolivie	X		2005	X		X	2005	X	
963	Bosnie et Herzégovine	X		2005	X					
616	Botswana	X		2005		X	X	2005		X
223	Brésil*	X		2005	X		X	2005	X	
918	Bulgarie*	X		2005	X		X	2005		X
748	Burkina Faso	X		2001		X	X	2001		X
618	Burundi	X		2005		X	X#	2003		X
522	Cambodge	X		2005	X		X	2005		X
622	Cameroun	X		2003		X	X#	1996		X
156	Canada*	X		2005	X		X	2005	X	
624	Cap-Vert	X		2005	X					
626	République centrafricaine	X		1994		X				
628	Tchad	X		1994		X				
228	Chili*	X		2005	X		X	2005		X
924	R.P. de Chine : continent	X		2005		X	X	2005		X
532	R.P. de Chine : RAS de Hong Kong *	X		2005	X		X	2005		X
546	China P.R.: Macao SAR*	X		2004		X				
233	Colombie*	X		2005	X		X	2005	X	
632	Comores		X	1995		X				
634	Congo, République du	X		2005		X				
238	Costa Rica*	X		2005	X		X	2005	X	
662	Côte-d'Ivoire	X		2005		X	X	2005		X
960	Croatie	X		2005	X		X	2005		X
423	Chypre*	X		2005	X		X	2005		X
935	République tchèque*	X		2005	X		X	2005		X
128	Danemark*	X		2005	X		X	2005	X	
611	Djibouti	X		1995		X				
321	Dominique, la	X		2005		X				
243	République dominicaine	X		2005		X	X	2005		X
309	Union monétaire des Caraïbes orientales	X		2005		X				
248	Ecuador	X		2005	X		X	2005		X
469	Égypte*	X		2005		X				
253	El Salvador	X		2005	X		X	2005	X	

CP	Nom du pays	Ce qui est communiqué								
		BDP		Période	Fréquence		PEG	Période	Fréquence	
		MBP5	Autre	Année la plus récente	Trimes- trielle	An- nuelle		Année la plus récente	Trimestrielle	Annuelle
642	Guinée équatoriale	X		1996		X				
643	Érythrée	X		2000	X					
939	Estonie*	X		2005	X		X	2005	X	
644	Éthiopie	X		2005	X					
163	Zone euro	X		2005	X		X	2005	X	
816	Iles Féroé ⁴	X		2003		X				
819	Fidji	X		1999		X				
172	Finlande*	X		2005	X		X	2005	X	
132	France*	X		2005	X		X	2005		X
887	Polynésie française	X		2005		X				
646	Gabon	X		2004		X				
648	Gambie, la	X		2005		X				
915	Géorgie	X		2005	X					
134	Allemagne *	X		2005	X		X	2005		X
652	Ghana	X		2005		X	X#	1996	X	
174	Grèce*	X		2005	X		X	2005	X	
328	Grenade	X		2005		X				
258	Guatemala	X		2005	X					
656	Guinée	X		2004		X				
654	Guinée-Bissau	X		2004		X	X	2005		X
336	Guyana	X		2005		X				
263	Haïti	X		2005		X	X	2005		X
268	Honduras	X		2005		X				
532	RAS de Hong Kong *	X		2005	X		X	2005		X
944	Hongrie*	X		2005	X		X	2005	X	
176	Islande*	X		2005	X		X	2005	X	
534	Inde*	X		2003	X		X	2004		X
536	Indonésie*	X		2005	X		X	2005		X
429	Iran, R.I. d'	X		2000		X				
433	Iraq		X	1977		X				
178	Irlande*	X		2005	X		X	2005		X
436	Israël*	X		2005	X		X	2005	X	
136	Italie*	X		2005	X		X	2005		X
343	Jamaïque	X		2005		X				
158	Japon*	X		2005	X		X	2005		X
439	Jordanie	X		2005	X		X#	2005		X
916	Kazakhstan*	X		2005	X		X	2005	X	
664	Kenya	X		2005		X				
826	Kiribati		X	1994		X				
542	Corée*	X		2005	X		X	2004		X
443	Koweït	X		2005		X				
917	République kirghize	X		2005	X		X	2005		X
544	R.D.P. Lao		X	2001		X				
941	Lettonie	X		2005	X		X	2005	X	
446	Liban*	X		2005	X					
666	Lesotho	X		2005	X		X#	2005	X	
668	Liberia		X	1987		X				
672	Libye	X		2005		X				
946	Lituanie	X		2005	X		X	2005	X	
137	Luxembourg*	X		2005	X		X	2005	X	
962	Macédoine, ex-république yougoslave de	X		2005	X		X#	2005		X
674	Madagascar	X		2005	X					
676	Malawi		X	2002		X				
548	Malaisie*	X		2005	X		X	2005		X
556	Maldives	X		2005		X	X#	2005		X
678	Mali	X		2005		X	X	2005		X
181	Malte*	X		2005	X		X	2005		X
682	Mauritanie	X		1998		X				
684	Maurice*	X		2005	X		X#	2005	X	
273	Mexique*	X		2005	X		X	2005		X

CP	Nom du pays	Ce qui est communiqué								
		BDP		Période	Fréquence		PEG	Période	Fréquence	
		MBP5	Autre	Année la plus récente	Trimes- trielle	An- nuelle		Année la plus récente	Trimestrielle	Annuelle
921	Moldova	X		2005	X		X	2005	X	
948	Mongolie	X		2004		X				
351	Montserrat	X		2005		X				
686	Maroc	X		2005	X		X	2005		X
688	Mozambique	X		2005	X		X#	2005		X
518	Myanmar	X		2004	X		X#	2004	X	
728	Namibie	X		2004	X		X	2003		X
558	Népal	X		2005	X					
138	Pays-Bas *	X		2005	X		X	2005		X
353	Antilles néerlandaises *	X		2005	X					
839	Nouvelle-Calédonie	X		2005		X				
196	Nouvelle-Zélande *	X		2005	X		X	2005	X	
278	Nicaragua	X		2005	X					
692	Niger	X		2004		X	X	2004		X
694	Nigéria	X		2005		X	X#	1996	X	
142	Norvège*	X		2005	X					
449	Oman	X		2005		X				
564	Pakistan*	X		2005	X		X	2005		X
283	Panama*	X		2005	X		X	2005	X	
853	Papouasie Nouvelle-Guinée	X		2005		X				
288	Paraguay	X		2005	X		X	2005	X	
293	Pérou	X		2005	X		X	2005	X	
566	Philippines*	X		2005	X		X	2005		X
964	Pologne*	X		2005	X		X	2005		X
182	Portugal*	X		2005	X		X	2005		X
968	Roumanie*	X		2005	X		X	2005	X	
922	Fédération de Russie *	X		2005	X		X	2005		X
714	Rwanda	X		2005		X	X	2005		X
862	Samoa	X		2005	X					
716	São Tomé et Príncipe	X		2002		X				
456	Arabie saoudite		X	2005		X				
722	Sénégal	X		2004		X	X	2004		X
718	Seychelles	X		2005		X				
724	Sierra Leone	X		2005		X	X	2005		X
576	Singapour*	X		2005	X		X	2005		X
936	République slovaque *	X		2003	X		X	2003	X	
961	Slovénie	X		2005	X		X	2005		X
813	Iles Solomon	X		1999		X				
726	Somalie		X	1989		X				
199	Afrique du Sud *	X		2005	X		X	2005		X
184	Espagne *	X		2005	X		X	2005		X
524	Sri Lanka	X		2005	X					
361	St. Kitts et Nevis	X		2005		X				
362	Sainte Lucie	X		2005		X				
364	St. Vincent et les Grenadines	X		2005		X				
732	Soudan	X		2005	X					
366	Surinam	X		2005	X					
734	Swaziland	X		2005		X	X	2005		X
144	Suède*	X		2005	X		X	2005		X
146	Suisse*	X		2005	X		X	2005	X	
463	République arabe syrienne	X		2005		X				
923	Tadjikistan	X		2005	X					
738	Tanzanie	X		2005		X	X#	2005		X
578	Thaïlande*	X		2005	X		X	2005		X
742	Togo	X		2004		X	X	2004		X
866	Tonga		X	2002	X					
369	Trinidad et Tobago	X		2004		X				
744	Tunisie	X		2005		X	X	2005		X
186	Turquie*	X		2005	X		X	2005		X
925	Turkménistan	X		1997	X			2005		
746	Ouganda	X		2005	X		X	2005		X

CP	Nom du pays	Ce qui est communiqué								
		BDP		Période	Fréquence		PEG	Période	Fréquence	
		MBP5	Autre	Année la plus récente	Trimes- trielle	An- nuelle		Année la plus récente	Trimestrielle	Annuelle
926	Ukraine*	X		2005	X		X	2005		X
112	Royaume-Uni *	X		2005	X		X	2005	X	
111	États-Unis *	X		2005	X		X	2005		X
298	Uruguay*	X		2005	X		X	2005		X
846	Vanuatu*	X		2005	X		X	2003	X	
299	Venezuela*	X		2005	X		X	2005	X	
582	Vietnam	X		2005	X					
487	Cisjordanie et Gaza	X		2004		X				
474	Yémen, République du	X		2005	X		X	2004	X	
754	Zambie	X		2000		X	X#	1985		X
698	Zimbabwe		X	1994	X					
	Total	172	12		108	76	109		39	70

Notes:

CP = code pays.

X# = le pays est un déclarant partiel de la PEG.

* = a participé à l'ECIP 2005.

¹ Dans le *BOPSY 2006*, des pages pays sont prévues pour 171 économies, dont 105 communiquent leur PEG. Les pays communiquent des données de PEG plus ou moins complètes. Lorsque ces données sont jugées suffisamment complètes pour que le total des actifs, le total des passifs, et la position nette soient significatives et n'induisent pas en erreur, ces agrégats sont calculés et publiés. Autrement les données de PEG partielles sont publiées.

² La date butoir pour ce rapport est le *BOPSY 2006*; c'est-à-dire les données de fin 2005.

³ Les données de BDP antérieures à 2002 couvrent Belgique-Luxembourg.

⁴ Les données de balance des paiements des Iles Féroé ne couvrent que les composantes du compte extérieur courant.

Appendice IV. Programme de travail à moyen terme du Comité d'experts de la balance des paiements créé sous les auspices du FMI : fin décembre 2006

Sujet	Problème	Action
PRIORITÉ LA PLUS ÉLEVÉE		
<i>MBP6</i>	Réviser la nouvelle rédaction du <i>Manuel de la balance des paiements</i> à la lumière des commentaires fournis par la consultation mondiale	Préparation du nouveau manuel révisé par les services du FMI
Enquête coordonnée sur l'investissement direct	Création d'un groupe de travail pour la conduite de l'enquête coordonnée sur l'investissement direct et initiation des préparatifs de l'enquête	Mise sur pied d'un groupe de travail par le FMI pour préparer la première version du guide d'établissement
PRIORITÉ ÉLEVÉE		
Envois de fonds	Demande de données améliorées sur les envois de fonds présentée par le G-8 et d'autres	Préparation par le Groupe de Luxembourg du manuel sur les meilleures pratiques d'établissement
Avoirs de réserve	Mise à jour des directives internationales	Rapport au Comité par le groupe d'experts techniques sur les recommandations de directives mises à jour pour le nouveau <i>Manuel de la balance des paiements</i>
Mise en œuvre du <i>MBP6</i>	Stratégie de mise en œuvre proposée pour le <i>MBP6</i>	Étude présentée par les services du FMI
PRIORITÉ MOYENNE		
Commerce international des services	Mise en œuvre et révision du <i>Manuel de statistiques du commerce international des Services</i>	Étude par l'OCDE sur les activités du Groupe de travail sur les statistiques du commerce international de services, notamment les projets de révision du <i>Manuel du commerce de services</i>
Investissement direct étranger	Examen des rapports entre l'investissement direct étranger et les fonds de rétrocession et les capitaux en transit	Étude présentée par le Canada
Thèmes de recherches Communication des données du secteur extérieur	Décider des domaines de travail futurs Examen de la communication des données de balance des paiements et des autres données du secteur extérieur aux organisations internationales	Étude présentée par les services du FMI Étude présentée par les services du FMI
Enquête coordonnée sur l'investissement de portefeuille	Résultats de l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille de 2006	Publication par le FMI des résultats de l'ECIP de 2006 et mise à jour des résultats de l'ECIP de 2005
Discordances mondiales	Évolutions des discordances de la balance mondiale des paiements	Étude présentée par les services du FMI
Dette extérieure	Améliorer la communication des données de la dette extérieure	Étude présentée par les services du FMI sur les évolutions de l'équipe spéciale interinstitutions sur les statistiques financières
Statistiques bancaires internationales	Évolutions des statistiques bancaires	Rapport de la BRI
Développement de bases de données centralisées de titres	Entrée en service opérationnel de la base de données centralisée de titres de la BCE	Rapport de la BCE